

SCANDALE D'ETAT !

EDF SACRIFIEE



Les personnels d'EDF ont appris par la presse comment le Gouvernement comptait protéger les Français de la hausse des prix des marchés de l'électricité, conséquence de la déréglementation européenne.

Une condamnation sans appel

Au lieu de remettre en cause l'échec retentissant de cette ouverture des marchés, le Gouvernement a décidé de sacrifier EDF !

Une condamnation qui consiste à céder **un volume supplémentaire de production nucléaire à ses concurrents de 20 Twh portant le volume de l'ARENH à 120 Twh.**


Résultat pour EDF : 7,7 à 8,4 Milliards d'euros de pure perte !

En faisant ce choix d'aider les concurrents d'EDF au lieu de remettre en cause la concurrence, le Gouvernement confirme son hostilité au service public de l'électricité et à l'entreprise, EDF, qui l'incarne.

Jusqu'à quel point les Français vont-ils accepter cette destruction de notre service public national ?

Une condamnation indigne et lâche

Le gouvernement pour des enjeux politiques dans le cadre de la prochaine campagne présidentielle et répondant aux attentes des concurrents d'EDF se rendrait coupable par cette décision d'un crime contre la Nation.



De plus, ce même gouvernement se rendrait également coupable d'un crime contre la transition écologique. Cette décision engendrerait un déficit de production d'électricité qui devra être compensée par de l'import d'électricité très majoritairement en provenance de l'Allemagne et Belgique, à un taux de 85 g de Co2 par KWh, alors que le niveau moyen est de 35 !

Les grands discours sur la transition énergétique semblent ne faire guère le poids face à d'autres intérêts...

Sacrifier EDF, c'est sacrifier l'intérêt collectif !

Sacrifier EDF, c'est également sacrifier la transition écologique !

EDF est bien national, un pilier de la République, qu'il est impératif de sauvegarder.

Le gouvernement pour des enjeux politiques dans le cadre de la prochaine campagne présidentielle et répondant aux attentes des concurrents d'EDF dans une logique ultra libérale se rendrait coupable par cette décision d'un crime contre la Nation.

FO Energie et Mines mettra tout en œuvre pour que cette décision scandaleuse, qui signe la mort du service public de l'électricité, ne soit pas appliquée.